

Emmanuel CATTIER

Le jeudi 18 novembre 2010

Survie
107 boulevard Magenta
75010 PARIS

Extraits de ma lettre de démission de l'association
Confirmation de mon courriel du 10 octobre 2010

Madame la Présidente de Survie France, Madame la Présidente de Survie Bas-Rhin,

Odile, Marilyn,

[...]

Je constate à la suite d'un mail de [...] que [ma démission] n'est pas forcément bien comprise. Je vous réécris en substance ce que je lui ai répondu :

A propos du « rapport mapping » de l'ONU sur la RDC, je n'accepte pas dans l'article de BDA d'octobre qu'il cache que pas une seule ligne de ce rapport n'évoque les responsabilités françaises dans la situation au Zaïre. Or, ce rapport analyse la période 1993-2003 et pas une seule fois le mot "opération Turquoise" ne s'y trouve... pas plus que le mot France (sauf dans quelques notes en rapport avec des initiatives d'arbitrage et de l'union européenne) et le rédacteur en chef de Survie n'en dit rien, absolument rien. L'article parle en fin d'article de la responsabilité française, certes, mais comme une figure de style. Dans l'édition papier un rappel fort pertinent de Raphaël Doridant recadre cet aspect. Mais BDA ne dit rien de cette occultation aberrante et considérablement partielle du rapport mapping, qui aurait dû être scrutée dans l'article du rédacteur en chef, seul publié sur le site internet de Survie.

Si l'enquête de l'ONU, présentée comme précédant des démarches juridiques internationales, et vivement souhaitée en « une » de BDA, procède ainsi, j'affirme qu'il s'agit d'une justice internationale unilatérale des pays occidentaux entre les africains... et Survie non seulement n'en dit rien, mais s'en fait l'apôtre. Je vous avais pourtant alerté à ce sujet, notamment sur le site de la CEC. De plus nous connaissions pourtant cette partialité sous l'angle du Tribunal pénal international pour le Rwanda, qui éludait déjà l'implication française dans le génocide des Tutsi au Rwanda.

[...]

Je n'ai pas envie de rappeler ma longue marche avec Survie. Somme toute, c'est une longue route où j'ai beaucoup appris lorsqu'elle était moins connue et, de toute façon, aucun homme n'a jamais emporté avec lui toutes les routes qu'il a parcourues, ni ses compagnons de route. Il s'en souvient.

[...]

Marilyn, aujourd'hui, Survie Bas-Rhin, bien que comprenant et respectant ma démission, souhaite que je continue comme « consultant extérieur » à participer à ses activités. Je considère que Survie Bas-Rhin est une association juridiquement souveraine dans ses décisions et j'ai donc accepté [...] Nous explorerons cette formule et si elle porte des fruits nous la continuerons. Mais cela ne regardera plus le CA national, en tous cas en ce qui me concerne.

Je souhaite à chaque militant une bonne continuation au sein de son association locale. Je souhaite à l'association référante, issue des associations locales et autrefois motrice sur le plan du sens, qu'elle approfondisse le sens de son engagement et de ses objectifs. Qu'elle ne s'éparpille pas dans l'écume juvénile de nouveaux sympathisants, d'un pays qui se gâte trop sur le dos des autres, qui revendiquent continuellement d'avoir leur part de cette gâterie abusive, et qui veulent en même temps se battre pour une cause longtemps ignorée que d'autres ont tracée au prix de leurs vies parfois et toujours de leurs frustrations.

Les biens et services publics français sont pour une grande part construits sur des vols de l'indispensable africain, au même titre que les capitaux privés. Ils ne peuvent donc tous être revendiqués par les Français sans qu'ils continuent de voler l'Afrique. Ce sont des biens mal acquis. Il faut choisir.

Avec toute mon amitié.